

Raphaël CANET

Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

(2007)

“Un autre Québec est-il possible?
**Résistance des peuples
et altermondialisme.**”

Deuxième article d'une série de trois.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Raphaël Canet

“**Un autre Québec est-il possible? Résistance des peuples et altermondialisme**”.

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mardi, 18 juillet 2007, page A7— idées.

Deuxième article d’une série de trois.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 17 juillet 2007 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : canet.raphael@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 18 juillet 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Raphaël Canet
Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

**“Un autre Québec est-il possible?
Résistance des peuples et altermondialisme”.**

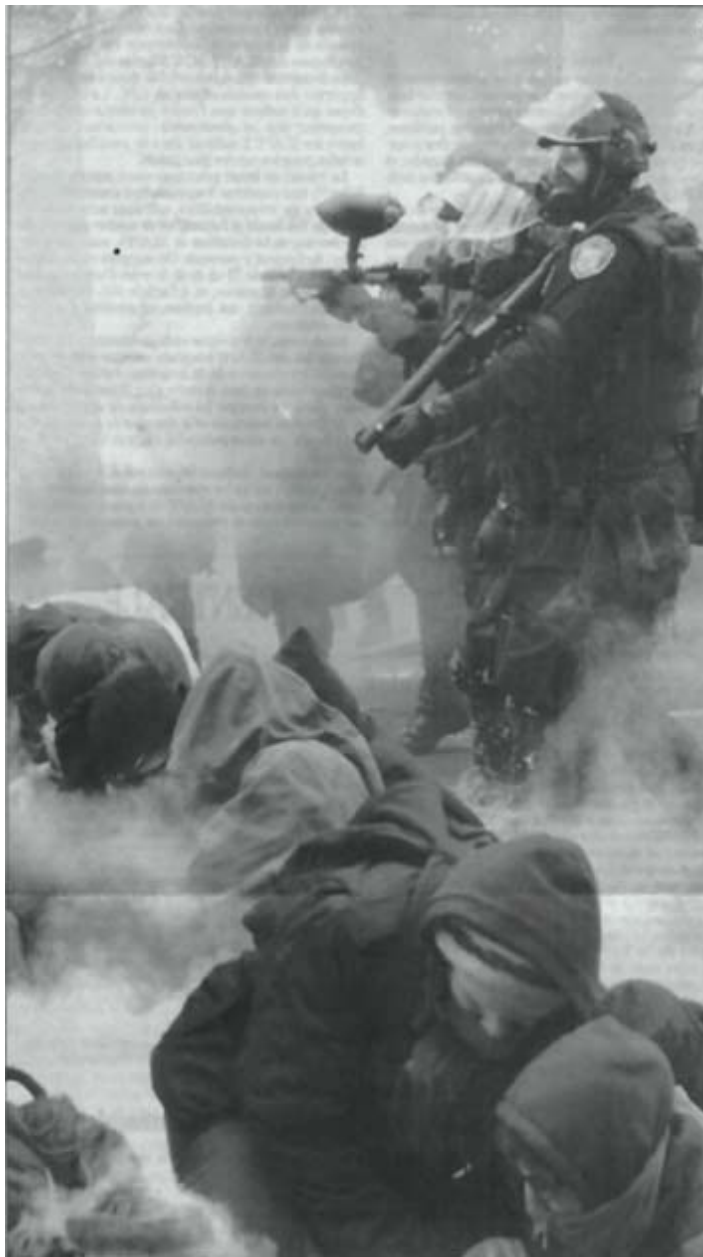
Deuxième article d'une série de trois

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mercredi, 18 juillet 2007, page A7— idées.

Mots clés : altermondialisme, OMC, Forum social québécois, Mondialisation, Manifestation et émeute, Montréal, Québec (province)

Voici le deuxième d'une série de trois textes produits par le Forum social québécois en prévision de cet événement (www.forumsocialquebecois.org), qui se déroulera à Montréal du 23 au 26 août prochain. Cette première initiative québécoise est née de la mouvance des forums sociaux mondiaux, qui visent à penser la promotion d'un autre monde construit autour des concepts de développement durable, solidarité, justice, égalité et harmonie.

Au cours des années 1980, l'idéologie néolibérale pénétrait les arcanes du pouvoir des pays les plus puissants du monde occidental pour s'y installer durablement. Mais cela ne suffisait pas, il fallait qu'elle étende son empire sur le monde entier, ce qu'elle fera par l'intermédiaire des organisations internationales à vocation économique (OMC, Banque mondiale, FMI, OCDE) et de leurs fameux plans d'ajustement structurel et autres incitatifs pour une bonne gouvernance.



Archives REUTERS. Seattle, novembre 1999. Quelque 40 000 citoyens manifestent contre l'OMC. Puis, il y eut les manifestations contre la Banque mondiale (Washington, avril 2000), contre le FMI (Prague, septembre 2000), contre la ZLEA (Québec, avril 2001), contre l'Union européenne (Göteborg, juin 2001), contre le G8 (Gênes, juillet 2001), et combien d'autres encore... À la mondialisation du capital a répondu une mondialisation de la rébellion.

Elle su aussi tirer profit d'un événement historique survenu à point pour renforcer son discours dérivant en délire eschatologique. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et aussi l'effondrement de l'Union soviétique devaient permettre l'essor planétaire du capitalisme mondialisé et le triomphe de la démocratie de marché. Selon Francis Fukuyama, l'histoire de l'humanité arrivait enfin à son point final... rien de moins.

La chouette de Minerve prend son envol au crépuscule, nous rappelait Hegel. Ainsi, ce n'est pas à la fin de l'histoire que nous avons assisté au début des années 1990, mais bien à son recommencement. Dès le milieu des années 1990, la mondialisation néolibérale à son apogée commence à montrer des signes de faiblesse. Les peuples commencent s'insurger. Les premiers signaux de la réaction populaire apparaissent là où on s'y attendait le moins: au fond de la forêt Lacandone.

Le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA), les indiens du Chiapas prennent les armes. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et son chef charismatique, le sous-commandant Marcos, déclenchent une offensive militaro-médiatique afin de protester contre les effets sociaux pervers du libre-échange débridé.

La mondialisation économique était en train de tuer les cultures ancestrales du fait de la paupérisation extrême des populations marginalisées qu'elle entraîne. L'uniformisation du monde en un immense marché de consommateurs nuit à la diversité des cultures, des traditions, des aspirations. Le néolibéralisme approfondit les inégalités sociales, permet de faramineux profits pour la haute finance (il n'y a jamais eu autant de patrons milliardaires que ces dernières années) tout en abandonnant à leur triste sort les plus pauvres (la moitié de la population mondiale -- 3,2 milliards de gens -- vit avec moins de 2\$ par jour), et demain la classe moyenne (nombre record de près de 200 millions de chômeurs à travers le monde cette année, selon l'Organisation internationale du travail)...

Coût social élevé

Progressivement, les peuples prennent conscience du coût social de la mondialisation néolibérale et de la concurrence, du coût environnemental de la quête effrénée de productivité et de consommation, des conséquences économiques de la «financiarisation» du capitalisme, des incidences politiques du fait de gérer l'État comme une entreprise et de confier le pouvoir à des gens d'affaires.

Le mouvement social de novembre-décembre 1995 en France pour la défense du service public, la lutte transnationale de 1998 contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) consacrant la puissance de la haute finance et, surtout, les manifestations de Seattle contre l'OMC et ses cycles de libéralisation du commerce mondial, en 1999, témoignent de ce mouvement pluriel de contestation du modèle néolibéral.

Lorsque les institutions politiques et les mécanismes de la démocratie représentative, que ce soit au niveau national ou international, sont monopolisés par quelques-uns et mis au service de leurs intérêts spécifiques, surtout lorsque ceux-ci sont destructeurs pour la solidarité sociale, c'est dans la rue que vont se manifester le mécontentement et les protestations. Lorsque l'État entre en crise en oubliant qu'il est au service du bien commun, c'est en investissant l'espace public qui lui reste, la rue, que la société réagit, pour renouer avec l'esprit premier de la démocratie: le pouvoir du peuple, et non celui de quelques marchands ou financiers.

À ce titre, selon un récent sondage de l'institut chilien Latinobarómetro, 14% de la population d'Amérique latine et des Caraïbes (soit près de 80 millions de personnes) est prête à descendre dans la rue pour manifester son opposition à des politiques gouvernementales jugées illégitimes. Des chiffres qui font rêver les mouvements sociaux nord-américains.

L'antimondialisation est née

C'est ainsi qu'a émergé le mouvement antimondialisation, en réaction à l'idéologie néolibérale qui impose ses politiques de privatisation, de déréglementation et de libéralisation, sans considération aucune pour leurs graves conséquences sociales, culturelles, environnementales, économiques et politiques, en somme, toutes ces «externalités», sortes de dommages collatéraux qu'il faudrait accepter puisque nous n'avons pas le choix. « There is no alternative. »

Et pourtant, derrière ce discours sur le caractère inexorable des réformes, sur notre présumée impuissance collective et notre nécessaire résignation polie, il y a tout un processus politique de négociations, de tractations et de jeux d'influence entre les membres d'une certaine élite politico-économique qui a très bien conscience de ses intérêts et qui sait les défendre, notamment dans l'espace médiatique.

Les quelques milliers de participants triés sur le volet du Forum économique mondial de Davos, qui se réunissent chaque année depuis plus de 30 ans, ceux du Forum économique des Amériques qui vient de tenir sa 13e édition à Montréal, ou encore les membres du G8 ou de l'OCDE qui se rassemblent aussi annuellement, tous adoptent une approche très dynamique à la suite de leurs rencontres.

La création de l'Organisation mondiale du commerce en 1994 ne visait pas simplement à encadrer un processus de libéralisation qui allait de soi. Croyez-vous réellement que la Banque mondiale lutte contre la pauvreté et que le Fonds monétaire international ne vise que la stabilité financière ? Toutes ces institutions et lieux de rencontre ne sont que des rouages, des relais, qui permettent à la machine néolibérale de s'imposer et de fonctionner, avec tout le pouvoir de coercition dont elle a besoin: négociation sous pression, chantage, recours aux tribunaux, aux sanctions économiques, réformes imposées et « conditionnalités ».

Ainsi, à la mondialisation du capital a répondu une mondialisation de la rébellion. Il fallait démystifier le discours néolibéral, combattre la pensée unique, manifester son opposition aux négociations derrière

des portes closes, ramener le débat dans la rue, défendre la démocratie. À la suite des manifestations de Seattle (novembre 1999), les mobilisations antimondialisation se sont multipliées sous la forme de contre-sommets.

Soulèvements populaires

À chaque rencontre officielle des chefs d'État, les groupes citoyens allaient investir les rues pour manifester leur opposition à la tournure prise par les négociations en cours, pour faire entendre leur voix. Après les 40 000 manifestants de Seattle, 15 000 personnes ont investi les rues de Washington contre la Banque mondiale en avril 2000 ; 20 000 à Prague (République tchèque) contre le FMI en septembre 2000; 50 000 à Québec en avril 2001 contre la ZLEA ; 20 000 à Göteborg (Suède) contre l'Union européenne en juin 2001 ; plus de 200 000 à Gênes (Italie) contre le G8 en juillet 2001...

Le mouvement antimondialisation s'est répandu comme une traînée de poudre. Il incarnait la manifestation soudaine d'un cri trop longtemps retenu. Mais ce front du refus ne pouvait suffire. Certes, il constituait une première étape, indispensable, dans la construction d'une solution de rechange. L'antimondialisation contestataire a permis de remettre en question le dogme néolibéral. Il manifestait en soi l'expression d'un choix: celui de refuser le modèle unique.

S'opposer, c'est la forme première d'affirmation de soi. Mais le mouvement ne pouvait demeurer dans cette position négative de contre-sommet, de contre-discours, de contestation qui l'entraînerait inexorablement dans un cycle destructeur de violence, comme le laissait présager la mort du premier manifestant antimondialisation, Carlo Giuliani, lors des événements de Gênes. Le mouvement devait donc évoluer du stade de l'opposition à celui de la proposition. C'est cette prise de conscience qui a conduit à l'organisation du premier Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001.

Fin du texte

À suivre : troisième article d'une série de trois.